RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - **ELECTIONS LEGISLATIVES DU 5 MARS 1967** - 8e CIRCONSCRIPTION DU RHONE

Bernard LATASTE

Licencié en Droit
Capitaine d'Aviation pour Faits de Guerre (1944)
Médaille de la Résistance à titre Militaire.

Président Fondateur du Groupement pour les Libertés Paysannes

Suppléant : André LOBRE Agriculteur

Seul candidat de Liberté face à quatre candidats collectivistes (Morison, Ragot, Palluy, Paviot)

de 8 % à 25 % puis à 31 %

les suffrages obtenus par **Bernard LATASTE** sont passés de 8 % en 1962 à 31 % en 1964, dans le Canton de Saint-Symphorien-sur-Coise.

Cette progression est d'autant plus remarquable qu'elle fut obtenue face au Président du Conseil Général, homme remarquable, très estimé, qui avait précédemment obtenu 5.171 voix contre 188.

Il ne faudrait pas croire que cette progression fut un effet du hasard. Dans un canton voisin, celui de Saint-Laurent-de-Chamousset, le résultat avait été, entre temps, de 25 pour cent pour des raisons comparables.

De 8 à 25 pour cent, puis à 31 pour cent, l'éloquence des chiffres est frappante.

La raison fut : VOTEZ POUR PROTESTER.

Et les fautes contre lesquelles 31 pour cent des électeurs ont protesté étaient les mêmes que commettent LES QUATRE AUTRES CANDIDATS aux élections du 5 Mars prochain, par leur volonté, comme par leur parti politique.

Tous ont la responsabilité de la situation actuelle, tous ils l'ont VOULUE et ils l'ONT CONSTRUITE.

Pourquoi je me présente contre le candidat "Ve République" (Morison)

J'étais pourtant en tête des manifestants qui montaient les Champs-Elysées jusqu'à l'Arc de Triomphe pour réclamer en 1958 le retour de De Gaulle ; et j'ai été photographié au premier rang devant la tombe du Soldat Inconnu.

Mais la Ve République **n'a pas réformé les vices** qui provoquaient mon indignation ; les citoyens ne sont pas défendus contre les abus croissants de l'administration.

Le despotisme administratif.

Par exemple, les statistiques officielles montrent que 17 Préfets, au moins, ont signé des règlements pouvant faire mettre des **paysans** en prison en violant les conditions exigées par la Loi comme garanties du citoyen.

La Sécurité Sociale refuse de rembourser les mêmes sommes aux **salariés** malades, selon qu'ils ont choisi tel ou tel médecin. Pourquoi ? Tous les salariés paient les mêmes cotisations et ont droit aux mêmes remboursements. PLUSIEURS MILLIARDS sont ainsi ENLEVES AUX SALARIES dans le seul département du Rhône.

Et comment Monsieur Foyer, Ministre de la Justice, peut-il adresser aux magistrats des circulaires prescrivant la sévérité contre les **commerçants** en situation de faillite, alors que les Ministres des Finances interdisent à ces commerçants d'ajuster leurs prix à la gestion saine de leur exploitation ?

Etc..., etc...

De nombreux Ministres qui déplaisaient ont été chassés, notamment PINAY.

Et maintenant, lisez bien ces déclarations officielles :

1° M. POMPIDOU, Chef du Gouvernement français : « Nous devons réaliser en France des sociétés à mi-chemin (sic !), des sociétés étatiques » (parlant aux Président des Chambres de Commerce).

2° Déclaration franco-soviétiques du 9 décembre 1966 : « Rapprocher le système économique français du **système soviétique** ».

3° Communiqué de la Commission franco-soviétique du 30 janvier 1967 : « A décidé de créer un Groupement de « responsables élevés » (vocabulaire soviétique) sur les méthodes de gestion ».

C'est dangereux et je ne veux pas aller LA.

Or, chaque fois qu'un chef de Gouvernement s'est cru habile d'aller à mi-chemin des communistes, le communiste est resté le maître : Kérensky en Russie en 1917 ; Bénès en Tchéco-Slovaquie (assassiné en 1947) ; Nagy en Hongrie (fusillé en 1958), etc...

Et je dis : « De Gaulle n'est plus l'homme de liberté pour qui j'ai failli être fusillé, pour qui j'ai dépensé une fortune comme Président des Résistants de Toujours et des Comités Dissidence 40 ; il cède à l'influence soviétique ; il installe les lois préparatoires au communisme. Et moi, je ne veux ni des harbelés communistes, ni des fusillades massives par quoi commence TOUJOURS le communisme ».

Le candidat M. R. P. de gauche (Palluy) dit "Centre Démocrate" est très dangereux.

En vérité, c'est l'homme de paille des politiciens régionaux.

Ces politiciens sont maintenant jugés à leur vraie valeur ; tout le monde sait que ce sont des profiteurs et qu'ils ne sollicitent les suffrages que pour obtenir des postes nombreux et gagner beaucoup d'argent.

Les 13.000 électeurs de notre député sortant lui ont rapporté plus de 200 millions en huit ans. Croyez-vous que les services rendus à la Société justifient des gains pareils ?

C'est probablement pourquoi il ne se représente pas. Ayant perdu 40 % de ses suffrages la dernière fois, il a redouté (avec raison) d'aller cette fois à la catastrophe. D'autant plus que le sénateur local, qui l'aidait, a perdu également son prestige pour la même raison. Ils ont pris un candidat de substitution. C'est celui-là qui courra pour eux les dernières chances. C'est contre cela qu'il faut lutter.

Il est significatif que ce candidat est un **directeur de caisse** de Crédit Agricole ; cette organisation est certes une excellente chose tant qu'elle demeure à sa place et entre les mains d'hommes justes et dévoués ; mais entre les mains des politiciens, elle est l'instrument du despotisme.

J'expliquai déjà en 1958 comment le Crédit Agricole a le pouvoir de faire saisir **en totalité** les biens de n'importe quel adhérent d'une coopérative pour se payer des dettes de la coopérative ; or :

1° Beaucoup de coopératives sont dans une situation financière dangereuse.

2° Il est impossible à l'adhérent d'une coopérative de s'en retirer.

Le Crédit Agricole constitue ainsi un moyen d'intimidation contre les paysans, même contre ceux qui n'ont rien emprunté.

Lisez l'affiche aux paysans qui est apposée près de chez vous.

Il y a plus grave encore : Un directeur de caisse dispose de pouvoirs sans contrôle ; ce n'est pas moi qui le dis, rappelons les faits, très graves :

Le vendredi 3 février, toute la presse annonçait sur toute la largeur de la première page : DETOURNEMENT DE 2 MILLIARDS AU CREDIT AGRICOLE D'ARLES — plusieurs arrestations, dont celle du directeur.

Une enquête eut lieu par radio et nous avons tous entendu le **Président** départemental du Crédit Agricole déclarer : « **Nous n'avions aucun moyen de contrôle** ».

Pas de contrôle et des droits extraordinaires !

Voilà ce qui fait d'un directeur de caisse de Crédit Agricole un despote régional. Et pourquoi son attitude politique doit être surveillée de près.

Or, c'est le type même du petit politicien à courte vue qui, pour satisfaire ses intérêts personnels, nous pousse de plus en plus vite vers le collectivisme soviétique.

C'est un M.R.P. et en 1962, le M.R.P. a eu chez nous 10 % des voix, exactement comme M. Lecanuet lorsqu'il a été battu en 1956. Ce groupement est celui de la faiblesse et des compromis avec l'ennemi.

L'Europe unie ? J'étais au premier congrès pour l'organiser, en 1948 à La Haye, et je n'y ai vu aucun de mes adversaires et **aucun de leurs grands chefs ;** pourtant leur présence nous aurait bien aidé. Mais à cette époque, ce n'était pas électoral et cet idéal de PAIX ne les intéressait pas.

Comme le député sortant, il veut manifestement, lui aussi, vos suffrages pour accumuler, lui aussi, les postes nombreux et gagner beaucoup d'argent.

Si ce n'était pas son but, il ne se serait pas associé avec cette équipe de **profiteurs qui l'accompagne et le soutient et qui étaient ses adversaires il y a quatre ans.**

Et sachez bien qu'à travers ces gens-là, c'est PAX qui ordonne.

N'oubliez pas ce qu'a révélé le VATICAN, rapport du CARDINAL WYCZINSKY, primat de Pologne : le mouvement soi-disant catholique PAX, si influent chez nous, et son chef l'ancien nazi Sikorsky, sont en réalité organisés et payés par le Ministère communiste de la police de Varsovie.

Les hommes comme M. Palluy sont ceux qui installent le collectivisme à la campagne ; disposant d'argent sans contrôle ni limite, ils organisent l'agriculture de groupe (qui a échoué en Russie comme en Chine) ; tous les paysans valets de ferme dans les exploitations d'Etat.

Il est du parti qui a voulu, qui a organisé et qui a fait les Lois injustes dont les paysans ne VEULENT PLUS parce qu'elles ruinent l'agriculture française (on ne produit plus assez pour exporter la viande et même on en achète maintenant à l'étranger par trains et par bateaux entiers : 70 milliards avoués pour 1964 dans le dernier annuaire statistique — l'équivalent de 30.000 wagons de bœufs).

Bernard LATASTE

Résumé de mon programme

1° **Fédération européenne.**

2° **Alliance atlantique.**

3° **Suppression des délits de désobéissance et suppression totale des condamnations déjà prononcées, suppression des condamnations qui ne sont pas encourues par la totalité des autres citoyens.**

4° **Annulation des actes faits en violation de la Constitution.**

5° **Suppression des lois restrictives de nos droits et de nos libertés.**

6° **Suppression des subventions en argent aux pays arriérés.**

7° **Libre entreprise.**

8° **Annulation des privilèges fiscaux et para-fiscaux.**

9° **Retraite des vieux croissante avec l'âge.**

10° **Sauver l'agriculture en supprimant les lois qui ruinent les paysans.**

11° **Egalité des salariés devant la Sécurité Sociale.**

12° **Sauver les salaires en arrêtant net l'arrivée de 100.000 Arabes par an et en supprimant les lois qui chassent 100.000 paysans vers les usines.**

Tout le reste découle de ces douze déterminations.

Imp. RASSAT - LYON -